

INFOVEILLES

L'élection présidentielle anticipée du 20 mai 2018 peut-elle sortir le Venezuela du syndrome de réclusion frontalière ?



n° 47 /// 26 avril 2018

Soutenue par les revenus de la rente pétrolière, l'économie vénézuélienne a longtemps profité à toute la population. Elle est aujourd'hui en déconfiture et l'économie souterraine qui prospère bénéficie surtout à l'armée, aux pontifes du chavisme et du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), ainsi qu'à leurs partisans. Étouffant toute opposition, confisquant l'économie et les institutions, s'enfermant dans la crise humanitaire, le régime de Nicolás Maduro est l'objet d'une réprobation croissante des États américains, bien au-delà des États-Unis. La politique qu'il mène conduit à l'isolement progressif du pays sur la scène internationale, non pas tant du fait de sa politique anti-américaine que de sa propension à toujours choisir la voie de la réclusion à l'intérieur de ses propres frontières. Dans ce contexte, le dirigeant chaviste pourra-t-il refondre parallèlement les institutions, la dette extérieure du pays et se maintenir au pouvoir ? C'est l'enjeu des élections présidentielles anticipées de mai 2018.

FAITS

L'élection présidentielle de mai 2018 : quitte ou double pour Maduro. La refonte des institutions semble être la dernière échappatoire du régime en place pour conserver le pouvoir, au prix d'un manège électoral peu ordinaire en démocratie. En l'espace de quelques mois, plusieurs consultations électorales ont permis au PSUV de monopoliser le pouvoir politique aux différents échelons des institutions du pays. Après l'élection discutable d'une assemblée constituante dotée des pleins pouvoirs et réunie pour la première fois le 2 août 2017, Nicolás Maduro est parvenu à marginaliser le Parlement contrôlé par l'opposition¹. L'accaparement du pouvoir s'est poursuivi avec la proclamation des résultats des élections aux postes de gouverneur d'octobre 2017. Les observateurs ont été surpris par l'ampleur de la victoire des chavistes alors que les sondages laissaient entrevoir une large avance de

l'opposition². Enfin, les élections municipales du 10 décembre 2017, selon la proclamation officielle des résultats par Maduro, ont rapporté 305 conseils sur 335 au PSUV, laissant 91 % de ces assemblées locales entre ses mains³. Ce processus de confiscation démocratique, difficilement concevable à l'époque de Chavez, sera couronné le 20 mai 2018 par une élection présidentielle anticipée unilatéralement décidée par le chef de l'État, ultime plébiscite destiné à assurer sa légitimité.

Un régime replié sur lui-même. Dans le même temps, le Venezuela s'est arrogé une position dominante au sein de l'ALBA-TCP, utilisant ce forum et ce traité de commerce pour affirmer les revendications de certains pays latino-américains face aux États-Unis d'Amérique⁴. La solidarité caractérise les relations entre membres et aucune critique n'égratigne le gouvernement Maduro⁵. Le chavisme conserve l'appui inconditionnel de ses alliés traditionnels tels Cuba⁶, le Nicaragua, la Bolivie et le Salvador⁷. Ce réseau est épaulé par des alliances militaires stratégiques, notamment avec Cuba et, au-delà, le Belarus, l'Iran, la Chine et la Russie⁸. Parmi ces pays, les affinités de la Révolution bolivarienne avec La Havane sont les plus évidentes. Il existe une véritable symbiose engendrée par la dépendance de la grande île des

² MEZA, Alfredo. La oposición venezolana teme un fraude en las elecciones regionales. *El País*, 16/10/2017. Consulté le 13/11/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6mWX>

³ Venezuela Regime Claims 91% of Mayoral Seats. *LAHT*, 13/12/2017. Consulté le 19/12/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/6icX>

⁴ Ambassade de France au Venezuela. L'ALBA, Alliance Bolivarienne des Peuples de notre Amérique. *tresor.economie.gouv.fr*, Mai 2016. Consulté le 26/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6YeI>

L'ALBA se définit comme « un processus d'intégration régional pluridimensionnel au sein de la communauté andine et caribéenne qui a pour principal objectif de réduire la pauvreté et les inégalités sociales résultant de l'application indiscriminée de politiques néo-libérales »

⁵ Il suffit de consulter le portail ALBA pour s'en convaincre, à l'adresse : www.portalalba.org/

⁶ Manifestación en La Habana en apoyo a Nicolás Maduro. *14 y medio*, 25/08/2017. Consulté le 19/09/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Pe9>

⁷ BBC Mundo. Venezuela elige la Asamblea Nacional Constituyente en controvertidas elecciones con el 41,53 % de participación popular, según el Consejo Nacional Electoral. *BBC*, 31/07/2017. Consulté le 01/08/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5DIm>

⁸ HERNANDEZ, Carlos. La Fuerza Armada Nacional Bolivariana ante la actual crisis venezolana. *Infodefensa*, 28/11/2016. Consulté le 03/04/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5qNA>

¹ FRANÇOIS, Jean-Baptiste. Bataille des chambres aux Venezuela : les opposants évincés. *La Croix*, 20/08/2017. Consulté le 19/09/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Pd5>

Caraïbes au pétrole et celle du régime de Maduro aux compétences apportées par les cadres cubains. Néanmoins, si elle permet de rompre l'isolement grandissant du Venezuela, l'influence castriste demeure limitée. Nicolás Maduro a été formé à Cuba et soutenu par son régime à l'occasion de la succession de Chávez⁹ ; à l'opposé, le numéro 2 officieux du régime, Diosdado Cabello, riche homme d'affaires soupçonné d'être impliqué dans le narcotrafic¹⁰, ne lui doit rien. Son réseau, qui s'appuie sur de nombreuses amitiés au sein de l'armée à un très haut niveau et sur une réelle complicité avec feu Chávez, fonde sa légitimité au sein du PSUV et du premier cercle du chavisme¹¹.

Au-delà de ces quelques alliances traditionnelles, il n'existe plus aucune relation diplomatique ou commerciale ordinaire. Alors qu'il n'est déjà plus membre de l'Organisation des États américains¹² (OEA), la participation du Venezuela aux institutions régionales comme le Sommet des Amériques n'est plus guère souhaitée par aucune des deux parties¹³.

Une crise pétrolière et économique profonde. La crise économique aiguë qui frappe le Venezuela trouve son origine dans la chute, en 2015, du prix des hydrocarbures exploités par la PDVSA (Petróleo de Venezuela SA). Engagé dans une dangereuse monoculture pétrolière, le pays tire environ 96 % de ses devises des hydrocarbures. Cette conjoncture malheureuse ne doit toutefois pas occulter la deuxième cause de la faillite économique que sont le manque chronique d'investissements et la corruption des autorités. Ainsi, malgré la manne des hydrocarbures, le pays s'est appauvri¹⁴. La troisième source de la déroute financière tient au socialisme bolivarien. À la suite des nationalisations, nombre de partenaires étrangers ont déserté le pays¹⁵. La mise en place de structures de contrôle parallèles aux mains des cadres acquis aux idéaux de la révolution, complétée plus tard par une substitution pure et simple, a placé depuis les années 2000 l'essentiel des postes de responsabilité économique aux mains des chavistes, civils ou militaires¹⁶. Les nouveaux

responsables industriels se sont peu intéressés aux performances économiques, avec les conséquences catastrophiques révélées par les statistiques macro-économiques et sanitaires¹⁷. L'inflation aurait dépassé, selon l'opposition, 2 600% en 2017, les salaires ne permettant d'acheter qu'une maigre ration alimentaire¹⁸. La croissance est négative et la richesse nationale projetée en 2019 n'égale que celle de 1996. Le contrôle des changes assujettit l'économie aux caprices politiques du gouvernement, éliminant toute valeur d'échange à la monnaie officielle. L'ultime conséquence de cette politique monétaire est la dévaluation de 99,6 % du bolivar et son remplacement par un nouveau système strictement national et non indexé sur une monnaie de référence¹⁹. Enfin, l'État vénézuélien n'est plus capable de rembourser sa dette et les agences internationales de notation économique ont dégradé sa note en début d'année²⁰.

CONTEXTE

Une économie souterraine en forte expansion. La faillite de l'économie officielle, encourage les trafics. 80 % des produits de première nécessité sont indisponibles, sauf au marché noir. La production, l'importation ou la distribution de médicaments ou de produits alimentaires sont largement inférieures aux besoins de la population²¹. En réponse aux carences, le gouvernement a choisi d'établir une agence d'État, dirigée par le ministre de la Défense, Vladimir Padrino López²², pour garantir l'offre des produits de première nécessité sur le marché²³. Ailleurs, dans certaines provinces périphériques, les ressources minières sont passées sous le contrôle des *sindicatos*, nominativement « union des travailleurs » mais, de fait, groupes occultes liés aux militaires et au gouvernement, impliqués dans le détournement des profits tirés de la vente des matières premières. Enfin les suspicions de trafic de narcotics et de produits alimentaires s'étendent au plus haut sommet de l'État.

⁹ DENIS, Anne. Le sort du Venezuela est dans les mains de son armée. *Slate.fr*, 06/06/2016. Consulté le 03/04/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5oua>

¹⁰ DELGADO, Antonia María. Tras sancionar a El Aissami, EEUU va ahora en contra de Diosdado Cabello. *El Nuevo Herald*, 02/07/2017. Consulté le 17/07/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5A9D>

Les États-Unis enquêtent depuis peu sur Diosdado Cabello mais également sur l'actuel ministre de la Défense Vladimir Padrino López et d'autres personnalités proches du pouvoir.

¹¹ Diosdado Cabello: "El imperio no ha podido con el pueblo cubano". *El Falconario*, 17 juin 2017. Consulté le 17/07/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5A9j>

Vice-président du Partido Socialista Unido de Venezuela, il demeure attaché à la rhétorique révolutionnaire, notamment à la défense de Cuba contre les États-Unis d'Amérique.

¹² Le Venezuela annonce son retrait de l'OEA. *Le Figaro.fr*, 27/04/2017. Consulté le 21/07/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Btr>

¹³ EFE. Pese a no tener invitación, Venezuela protagonizará Cumbre de Américas. *El Tiempo*, 10/04/2018. Consulté le 26/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6Yf2>

¹⁴ VERGÈS, Marie de. L'effondrement de l'économie du Venezuela en 6 chiffres. *Le Monde*, 14/11/2017. Consulté le 11/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6SXS>

¹⁵ GOMEZ, François-Xavier. Face aux pénuries, Le Venezuela choisit la militarisation. *Libération*, 15/07/2016. Consulté le 10/05/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5qKs>

¹⁶ COLMENARES, Leopoldo. Criminal Networks in Venezuela. *Military Review*, January-February 2016. Consulté le 07/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Aum>

¹⁷ Crisis Group Latin America. Power without the people: Averting Venezuela Breakdown. *ICG*, 19/06/2017. Consulté le 21/06/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5uNU> p. 10.

Les usines tournent à 20 ou 30 % de leurs capacités, faute de matière premières. Entre 2012 et 2016, les importations ont chuté de 72 % La mortalité infantile a augmenté de 30 % entre 2015 et 2016 et 11 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë.

¹⁸ BARRETO, Juan. Venezuela : début d'année difficile, la crise perdure. *L'Express*, 09/01/2018. Consulté le 09/01/2018.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6nVd>

¹⁹ REUTERS. Venezuela Announces 99.6 Percent Devaluation of Official Forex Rate. *Voice of America*, 05/02/2018. Consulté le 11/04/18.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6SWu>

²⁰ BLOCH, Raphaël. Le Venezuela techniquement en défaut sur sa dette. *LesEchos.fr*, 09/01/2018. Consulté le 11/01/18.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6nFx>

²¹ LOPEZ MAYA, Margarita. Venezuela Infos: le pays des jours ultimes. *Mediapart*, 27/03/2018. Consulté le 11/04/18.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6SXS>

²² PERFIL | Vladimir Padrino López, el nuevo zar económico del chavismo. *El Estímulo*, 13/07/2016. Consulté le 20/06/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5qM7>

²³ VIELMA, Franco. Venezuela : Quel résultat aura la Grande Mission Approvisionnement Souverain et Sûr ? *Bolivar Infos*, 21/07/2016. Consulté le 20/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5qLi>

Une dépendance accrue à la force armée. Depuis les origines de la Révolution bolivarienne, issue d'un coup d'État militaire avant d'être légitimée par des élections, les dirigeants politiques vénézuéliens ont insisté sur le caractère civilo-militaire des institutions²⁴. Ainsi, les militaires ont été largement associés à l'état d'urgence économique décrété en janvier 2016 par l'actuel président. Le remaniement ministériel du 21 juin 2017 illustre ce mouvement de militarisation du gouvernement bolivarien en introduisant six militaires haut-gradés au rang de ministre sur les neuf nouveaux venus²⁵. La nomination, en novembre 2017²⁶, du général Manuel Quevedo au poste de ministre du Pétrole et à la présidence de la PDVSA permet aux militaires d'avoir la haute main sur les recettes pétrolières. L'armée est aussi utilisée comme rempart contre toute forme de contestation au sein des usines²⁷. Dans la rue, le maintien de l'ordre est assuré par plusieurs institutions, notamment l'Armée bolivarienne et la Garde nationale. Le contrôle des masses et de l'opposition passe également par les différentes milices et forces paramilitaires, dont la milice bolivarienne (500 000 personnels, et jusqu'à un million, chacun équipé d'une arme à feu). S'y ajoutent les *colectivos*, civils armés et motorisés, intégrés aux quartiers et chargés de la discipline des populations, principalement dans la capitale. Enfin, la répression s'appuie sur une police secrète, le SEBIN, en grande partie militarisée, qui règne sur le système carcéral vénézuélien, organisant la détention des opposants politiques²⁸. Sur le plan intérieur, les niveaux de violence et d'insécurité sont si importants que la publication de statistiques dans ce domaine de la vie publique est une source de polémiques²⁹.

Les dangers croissants de la frontière colombienne.

La frontière commune, longue de 2 200 kilomètres, est réputée incontrôlable avec seulement 7 postes-frontière officiels. Sa délimitation est parfois incertaine et sans motif réel le Venezuela a temporairement occupé le territoire de son voisin en mars 2017³⁰. Le noyautage d'une multitude de sentiers clandestins, les *trochas*³¹, et des points de passage illégaux entre les deux pays par les BACRIMS colombiens est notoire.

Ainsi, les *Rastrojos*, éradiqués en Colombie, accompagnés d'un nouveau groupe, l'EPN (*Ejército Paramilitar de Norte de Santander*), renaissent à la frontière vénézuélienne grâce à l'instabilité économique³². De même, après la démobilisation des groupes paramilitaires d'extrême-droite en Colombie en 2006, une partie d'entre eux avaient franchi la frontière pour installer leur trafic directement au Venezuela. Quelques groupes d'extrême-gauche s'y sont récemment établis tels l'ELN, des renégats des FARC, les contingents des FBL vénézuéliens plus ou moins favorables au chavisme et tout récemment l'EPL³³, alimenté en matériels par l'armée de Maduro³⁴. Parallèlement, face au développement de la contrebande, les autorités de Caracas ont alternativement fermé et ouvert la frontière avec la Colombie, véritable soupape d'échappement de la frustration populaire, altérant les relations extérieures du Venezuela avec Bogota³⁵. Progressivement, selon les Nations unies, le Venezuela est devenu une importante plateforme logistique des trafiquants de stupéfiants³⁶. À la frontière colombienne, les membres de l'opposition politique sont pourchassés par les escadrons de l'ELN qui pratiquent également l'enlèvement et l'extorsion de fonds³⁷.

ENJEUX

Les risques de perméabilité de l'armée avec le crime organisé.

Actuellement, de hautes personnalités militaires contrôlent le commerce et n'hésitent pas à investir dans l'économie parallèle, entrant en contact avec des bandes armées. Des groupes des forces régulières ou de simples miliciens s'associent aux criminels pour organiser les trafics. Le manque de discipline et de cohésion favorise cette mutation criminogène et la constitution de cartels³⁸ qui pourraient totalement échapper au contrôle de Caracas. Le choix du nouveau « protecteur » de l'État de Tachirá, Freddy Bernal, personnage trouble impliqué dans des trafics et entretenant des relations occultes avec des éléments extrémistes à la frontière colombienne, montre que le gouvernement souhaite conserver une certaine influence sur

²⁴ GARCIA DELGADO, Eugenio. El ejército, columna vertebral del gobierno de Venezuela. *bez.es*, 10/01/2017. Consulté le 10/05/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5nNb>

²⁵ SCHARFENBERG, Ewald. Diosdado Cabello, número dos del chavismo, refuerza su poder con leales en la cúpula militar. *El País*, 21/06/2017. Consulté le 17/07/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5AaD>

²⁶ FOUQUET, Claude. Venezuela : un militaire prend la tête de la compagnie pétrolière PDVSA. *Les Échos*, 27/11/2017. Consulté le 27/11/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/6b0w>

²⁷ Venezuela Investigative Unit. Venezuela president deepens militarization with Cabinet shake-up. *Insight Crime*, 23/06/2017. Consulté le 26/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/6v4d>

²⁸ Venezuela Investigative Unit. Report Highlights Abuses by Venezuela Intelligence Police. *Insight Crime*, 05/07/2017. Consulté le 12/07/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5A86>

SEBIN : Il s'agit de l'abréviation de Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional. SEBIN

²⁹ TABORY, Sam. Venezuela presenta estadísticas de homicidios. *Insight Crime*, 04/02/2016. Consulté le 21/07/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Bnn>

³⁰ KOURLIANDSY, Jean-Jacques. Amérique Latine, militarisation de la politique. *IRIS*, 30/03/2017. Consulté le 03/04/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5nMt>

³¹ DELCAS, Marie. Les habitants s'exilent en masse vers la Colombie. *Le Monde*, 29/07/2017, p. 2.

³² ASMANN, Parker. Chaos in Venezuela Contributing to Resurgence of Colombia's Rastrojos? *Insight Crime*, 18/07/2017. Consulté le 24/07/17.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5DFH>

³³ Venezuela Investigation Unit. Game Changers 2017: Venezuela's Maduro Administration Strengthens Criminal Ties. *Insight Crime*, 12/01/2018. Consulté le 15/01/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6o1q>

EPL pour Ejército Popular de Liberación.

³⁴ Venezuela Investigative Unit. Shifting Criminal Dynamics Signal Violent Future for Colombia-Venezuela Border. *Insight Crime*, 29/01/2018. Consulté le 31/01/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6u61>

³⁵ Embajador de Colombia "no va a volver por el momento" a Venezuela. *El Tiempo*, 17/05/2017. Consulté le 17/05/2017.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5n04>

³⁶ VASQUEZ LEZAMA, Paula ; WEINBERGER, David. Le paradoxe sécuritaire vénézuélien. *INHESJ, Les Cahiers de la sécurité et de la Justice*, n° 27/28, p. 265-277. Consulté le 19/05/2017.

Disponible sur : <http://urlz.fr/5ij4>

³⁷ Crisis Group Latin America. Power without the people: Averting Venezuela Breakdown. Art. cit., p. 9-10. Il faut y ajouter les *Fuerzas bolivarianas de liberación*, proches du gouvernement ainsi que divers groupes mafieux.

³⁸ Venezuela Investigative Unit. Shifting Criminal Dynamics Signal Violent Future for Colombia-Venezuela Border. Art. cit. Il s'agit des *Cartels of the Suns*

ces éléments marginaux et rebelles³⁹. Cette politique augmente le risque d'une implication directe ou indirecte du Venezuela dans les actions militaires de groupes extrémistes en Colombie, le premier producteur de cocaïne au monde. Aussi symptomatique est la nomination du gouverneur de l'État d'Aragua, ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice, Tarek al-Assimi, au poste de vice-président⁴⁰ et numéro 2 officiel du régime. Ce choix illustre la montée en puissance du réseau proche-oriental et des trafiquants de stupéfiants. Incriminé par les États-Unis⁴¹, il lui est également reproché d'avoir des liens avec les Palestiniens du Hamas, le Hezbollah⁴², l'Iran⁴³ et les réseaux terroristes y associés.

Une opposition politique improbable. Un nombre croissant de réfugiés, entre 2 et 4 millions, se sont exilés dans les pays voisins⁴⁴, dont de nombreux responsables politiques de l'opposition qui n'ont eu d'autre ressource que de fuir⁴⁵. Sans opposition ni débat, la solution politique peut-elle résider dans les urnes ? Il semble encore plus illusoire de la trouver dans un dialogue promu hors des frontières nationales⁴⁶. L'absence d'une opposition politique aux présidentielles de 2018 pourrait signifier la fin d'une perspective de règlement démocratique à la crise politique et, peut-être, la marche vers la faillite institutionnelle de l'État vénézuélien et une intervention régionale.

Une réprobation régionale croissante frappe le régime de Maduro. L'attitude des autorités vénézuéliennes n'avait d'abord provoqué que des réactions diplomatiques et des sanctions économiques. Le coup d'État permanent de Maduro attise désormais la virulente réprobation des États-Unis⁴⁷ et de la majorité des États de l'Organisation des États américains⁴⁸ qui ne cessent de dénoncer⁴⁹ les violences

politiques⁵⁰. L'ex-secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, avait rappelé que 40 actuelles ou anciennes personnalités vénézuéliennes faisaient l'objet de sanctions directes, qu'outre l'OEA, le Groupe de Lima continuait de faire pression sur Maduro pour qu'il rétablisse la démocratie et que le Canada et l'Union européenne étaient associés à ces pressions⁵¹. 16 pays sur 33 participants au Sommet des Amériques de Lima des 13 et 14 avril 2018 ont réclamé, en présence des représentants de Cuba, la fin de la tyrannie de Maduro, de son refus de l'aide humanitaire, des tensions régionales engendrées par l'exode massif des populations⁵², et d'ores et déjà refusé de reconnaître le résultat des élections du 20 mai⁵³. Le Venezuela évolue lentement vers le statut de paria international. Enfin, la plus lourde hypothèque pour Caracas demeure l'incapacité de l'État et de PDVSA à rembourser leurs dettes. Étranglé financièrement par son isolement international et l'hyperinflation, le régime maduriste ne pourra plus longtemps maintenir des relations économiques avec ses voisins, y compris nord-américains⁵⁴. Le soutien intéressé de la Russie⁵⁵ et de la Chine, importants bailleurs de fonds pourrait offrir au régime un répit momentané, soulageant le poids de la dette⁵⁶. Agissant à travers le commerce pétrolier pour Moscou ou le forum diplomatique-commercial Chine-Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) pour Pékin, ces initiatives n'ont certainement pas la faveur de Washington⁵⁷.

³⁹ Venezuela Investigative Unit. Controversial Venezuela Official Named 'Protector' of Colombia Border State. *Insight crime*, 06/02/2018. Consulté le 13/02/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6z25>

⁴⁰ Venezuela Investigative Unit. Dark Times in Venezuela Signal Bright Future for Organized Crime. *Insight Crime*, 18/04/2017. Consulté le 20/04/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5AtC>

⁴¹ Treasury Sanctions Prominent Venezuelan Drug Trafficker Tarek El Aissami and His Primary Frontman Samark Lopez Bello. *US department of the Treasury*, 13/02/2017. Consulté le 27/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5uWE>

⁴² DELGADO, Antonio Maria. U.S. sanctions Venezuelan vice president and accuses him of being a drug kingpin. *Miami Herald*, 13/02/2017. Consulté le 12/02/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6yzB>

⁴³ LOPEZ, Linette. A suspected terrorist and drug trafficker just became Venezuela's vice president. *Business Insider*. 05/01/2017. Consulté le 27/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5uYv>

⁴⁴ BAHAR, Dany ; STRAUSS, Sebastian. Neighbor nations can't bear costs of Venezuelan refugee crisis alone. *Brookings*, 07/03/2018. Consulté le 17/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6VaB>

⁴⁵ DIFFALAH, Sarah. Venezuela : "La répression de Maduro a neutralisé tous les leaders de l'opposition". *L'Obs*, 11/02/2018. Consulté le 12/02/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6yyD>

⁴⁶ MARTINEZ, Ibsen. Venezuela: trapicheo y 'modus vivendi'. *El País*, 09/01/2018. Consulté le même jour. Disponible sur : <http://urlz.fr/6mYp>
Les derniers entretiens ont eu lieu en République dominicaine, sans résultat probant.

⁴⁷ Press Briefing by Press Secretary Sarah Sanders, Treasury Secretary Steven Mnuchin, and National Security Advisor H.R. McMaster, 7/31/2016, #3. *The White House*, 31/07/2017. Consulté le 01/08/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5DIO>

⁴⁸ PFLIMLIN, Édouard. L'Amérique latine dénonce les violences au Venezuela. *Le Monde.fr*, 05/05/2017. Consulté le même jour. Disponible sur : <http://urlz.fr/5Aha> abrégé OAS en anglais.

⁴⁹ PARTHENAY, Kevin. Crise au Venezuela et déstabilisation du multilatéralisme latino-américain. *IRSEM*, 08/01/2018. Consulté le 09/01/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/5uRN>

⁵⁰ ALMAGRO, Luis. Message from the Secretary General on Venezuela. *OAS*, 24/06/2017. Consulté le 27/06/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/5uVp>

⁵¹ TILLERSON, Rex. U.S. Engagement in the Western Hemisphere. *US department of State*, 01/02/2018. Consulté le 13/02/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6z0G>

⁵² VENTURA, Christophe. Bilan du 8^e Sommet des Amériques : entre lutte contre la corruption et division sur le cas vénézuélien. *IRIS*, 17/04/2018. Consulté le 19/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6VXC>

Mike Pence a mené le front anti-Maduro et insisté sur la lutte contre la corruption qui semble principalement bénéficier au commerce chinois dans la région.

⁵³ Cumbre de las Américas en Lima firma "Declaración sobre Venezuela". *Cambio 16*, 14/04/2018. Consulté le 17/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6V9v>

⁵⁴ VERGES, Marie de. Crise de la dette au Venezuela : cinq questions pour comprendre. *Lemonde.fr*, 14/11/2017. Consulté le 17/11/17. Disponible sur : <http://urlz.fr/6v4I>

⁵⁵ Pétrole : la Russie revoit la dette du Venezuela. *Le Figaro.fr*, 14/10/17. Consulté le 26/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6Yh5>

⁵⁶ KAPLAN, Stephen. China is investing seriously in Latin America. Should you worry? *The Washington Post*, 24/01/2018. Consulté le 25/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6Y2I>

⁵⁷ Les Nouvelles Routes de la soie en tête des priorités de la CELAC. *french.china.org.cn*, 19/01/2018. Consulté le 17/04/18. Disponible sur : <http://urlz.fr/6V8R>